

Cote du document: EB 2021/LOT/P.2/Rev.1  
Date: 17 mars 2021  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

**Rapport du Président**  
**Proposition de prêt**  
**République du Zimbabwe**  
**Projet de pôles d'agriculture paysanne**

Numéro du projet: 2000002341

**Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

Responsables:

Questions techniques:

**Sara Mbago-Bhunu**  
Directrice régionale  
Division Afrique orientale et australe  
téléphone: +39 06 5459 2838  
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

**Jaana Keitaanranta**  
Directrice de pays  
téléphone: +27 637061913  
courriel: j.keitaanranta@ifad.org

Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États  
membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>2</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Risques</b>	<b>11</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	12
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
<b>IV. Exécution</b>	<b>13</b>
A. Cadre organisationnel	13
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	14
C. Plans d'exécution	14
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>14</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>15</b>

### Appendices

- I. Accord de financement négocié
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

---

#### Équipe d'exécution du projet

---

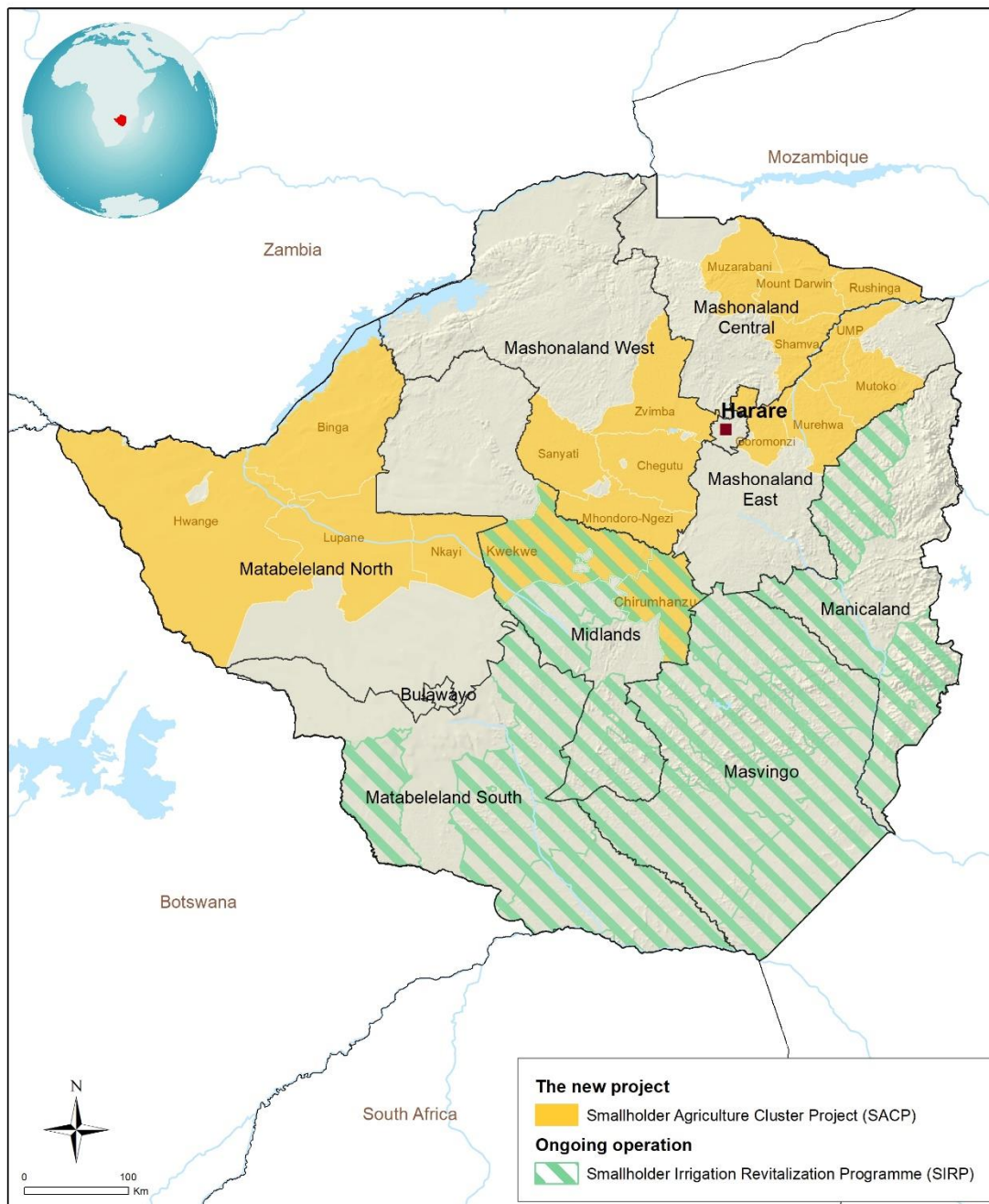
Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directrice de pays:	Jaana Keitaanranta
Responsable technique:	Sauli Hurri
Responsable des finances:	Caroline Alupo
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	Paul-Edouard Clos

---

## **Sigles et acronymes**

ODD	objectif de développement durable
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole

## Carte de la zone du projet



**Source:** 02/09/2020

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République du Zimbabwe
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et de la réinstallation rurale
<b>Coût total du projet:</b>	67,43 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	35,70 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Prêt particulièrement concessionnel
<b>Cofinanceurs:</b>	Fonds de l'OPEP pour le développement international Secteur privé
<b>Montant du cofinancement:</b>	Fonds de l'OPEP: 15,0 millions d'USD Secteur privé: 7,22 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	À déterminer
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	5,31 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	4,2 millions d'USD
<b>Montant du financement du FIDA (action climatique):</b>	14,06 millions d'USD

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 62.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. La République du Zimbabwe fait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Son territoire s'étend sur 390 757 kilomètres carrés, et sa population s'élève à 14,64 millions d'habitants (en 2019) et devrait dépasser les 30 millions d'habitants d'ici à 2050. Avant 2000, le Zimbabwe était l'une des économies les plus solides de l'Afrique subsaharienne, mais il a subi de graves revers économiques en raison d'une série de crises politiques et économiques survenues ces 20 dernières années. Le revenu national brut par habitant du pays a chuté entre 1990 et 2010, passant de 2 693 USD à 1 698 USD, puis est remonté pour atteindre 2 661 USD en 2018.
2. En 2018, l'indice de développement humain du Zimbabwe s'établissait à 0,563, ce qui plaçait le pays à la 150<sup>e</sup> place sur 189<sup>1</sup>. Environ 76% des ménages ruraux et 38,2% des ménages urbains sont pauvres. Le pays reste extrêmement vulnérable aux chocs, y compris aux sécheresses ou aux fluctuations de l'économie mondiale, ainsi qu'aux incidences de la COVID-19, et il fait partie des 10 pays les plus fragiles au monde<sup>2</sup>.
3. L'agriculture est le moteur de la croissance économique, de la sécurité alimentaire et des initiatives de réduction de la pauvreté du Zimbabwe, sachant qu'environ 70% de la population du pays dépend de l'agriculture pour vivre. Le Zimbabwe compte 1,3 million de petits exploitants et environ 18 000 moyens et grands agriculteurs<sup>3</sup>. La productivité agricole reste faible et, depuis 2000, le pays est essentiellement un importateur net de denrées alimentaires, ce qui a grandement contribué à son déficit commercial annuel.

##### Aspects particuliers relatifs aux thématiques que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - porteur de transformations en matière de genre;
  - tenant compte des enjeux nutritionnels;
  - axé sur les jeunes.
5. **Genre.** En 2018, l'indice d'inégalité de genre s'est établi à 0,525 et le Zimbabwe s'est classé au 126<sup>e</sup> rang sur 162 pays<sup>4</sup>. Les femmes rurales, qui sont déjà désavantagées, ont également une capacité d'adaptation aux changements climatiques plus faible.

<sup>1</sup> [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/ZWE.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/ZWE.pdf).

<sup>2</sup> Pour une analyse plus détaillée, voir: Gouvernement zimbabwéen et Banque mondiale, 2019, *Zimbabwe Public Expenditure Review*.

<sup>3</sup> Scoones, I., Mahenehene, J., Marongwe, N., Mavedzenge, B., Murimbarimba, F. et Sukume, C., 2010, *Zimbabwe's Land Reform: Myths & realities*.

<sup>4</sup> <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>.

6. **Jeunes.** Les jeunes femmes et hommes âgés entre 15 et 34 ans représentent 35,7% de la population. Plus de 80% des jeunes économiquement actifs ne peuvent accéder à un emploi rémunéré permanent et de nombreux jeunes émigrent en Afrique du Sud et au Botswana.
7. **Nutrition.** En 2019, avec un score de 34,4, le Zimbabwe occupait la 109<sup>e</sup> place sur 117 pays au classement de l'indice de la faim dans le monde, ce qui indique qu'il souffre d'un niveau de faim élevé<sup>5</sup>.
8. **Environnement.** Le Zimbabwe fait face à plusieurs défis environnementaux, notamment la perte de biodiversité, la pollution des terres et des eaux, la dégradation des terres, la mauvaise gestion des bassins versants et les incendies, autant de problèmes qui ont appauvri la base de ressources naturelles<sup>6</sup>.
9. **Changements climatiques.** La variabilité des pluies est un paramètre climatique important au Zimbabwe, et les risques de sécheresse et d'inondation qui en découlent compromettent les moyens d'existence et le développement économique. La vulnérabilité du secteur agricole est exacerbée par le fait qu'au moins 80% des populations rurales dépendent de l'agriculture pluviale.

#### **Justification de l'intervention du FIDA**

10. Afin de véritablement transformer l'agriculture paysanne et d'accroître la productivité et les revenus ruraux, le Zimbabwe suit une approche par filière pilotée par le secteur privé. Cette approche est également un élément central du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2020-2025 et des politiques du FIDA en faveur de la transformation de l'agriculture paysanne. Elle sera donc le fondement du Projet de pôles d'agriculture paysanne.
11. Si les stratégies adoptées pour exécuter le projet se révèlent efficaces, elles constitueront un cadre programmatique approprié pour de futures interventions financées par le FIDA au Zimbabwe.

#### **B. Enseignements tirés**

12. Les principaux enseignements tirés des initiatives de développement passées et actuelles sont les suivants:
  - Les résultats et l'impact sont meilleurs dans les filières bien gérées, portées par le secteur privé et axées sur l'agriculture paysanne, comme la filière du tabac ces 10 dernières années.
  - Le retrait de capitaux et les difficultés constatées dans le secteur financier limitent la possibilité d'utiliser les instruments de la dette commerciale aux fins du développement des filières. En revanche, de bons résultats ont été obtenus au Zimbabwe dans le cadre de l'octroi de dons à l'issue d'un processus concurrentiel à des entreprises et à d'autres acteurs des filières.
  - Des dispositifs de gestion des risques de catastrophe et des changements climatiques doivent être inclus dans toutes les stratégies de développement des filières.

## **II. Description du projet**

### **A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles**

13. **But et objectif.** Le projet vise à accroître les revenus des ménages et à améliorer la nutrition grâce à la transformation durable de l'agriculture paysanne. L'objectif de développement est de renforcer la participation équitable des petits exploitants à des filières axées sur les marchés et climatiquement rationnelles.

<sup>5</sup> <https://www.globalhungerindex.org/pdf/en/2019/Zimbabwe.pdf>.

<sup>6</sup> *Zimbabwe Environment Outlook Report 2*. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.ema.co.zw/agency/state-of-the-environment-report>.

14. **Zone d'intervention.** Le projet sera exécuté dans cinq des dix provinces du Zimbabwe: Mashonaland central, Mashonaland oriental, Mashonaland occidental, Midlands et Matabeleland septentrional. Les provinces ont été choisies pour les raisons suivantes: i) l'incidence et la prévalence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle y sont les plus élevées; ii) les couloirs commerciaux agricoles sont accessibles; iii) les pôles de production existants ont le potentiel commercial le plus important s'agissant de regrouper les produits des petits exploitants.
15. Dans les cinq provinces, le projet ciblera les principaux couloirs commerciaux entre zones urbaines et zones rurales où s'échangent les produits agricoles et les denrées alimentaires, en permettant de renforcer le rôle des petits exploitants et du secteur privé. Dans cette optique, la zone d'intervention du projet sera réduite à 18 des 60 districts ruraux et comprendra environ 400 municipalités rurales, qui remplissent également les critères mentionnés ci-dessus. Les municipalités ciblées seront organisées en pôles de production afin de favoriser l'efficacité et de réaliser des économies d'échelle dans le cadre du développement des filières. Toutes les activités relevant du projet mettront l'accent sur ce développement dans les pôles cibles.
16. **Groupe cible et stratégie de ciblage.** Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le projet sera axé sur les ruraux pauvres qui, tout en étant vulnérables, sont à même de tirer parti d'un meilleur accès aux actifs et aux possibilités pour améliorer la production agricole et mener des activités rémunératrices. Au total, le groupe de bénéficiaires directs du projet comprend environ 78 000 personnes, réparties comme suit:
- 24 000 bénéficiaires dont les revenus sont faibles deviendront membres de 800 groupes de production agricole et auront accès à des activités intensives de renforcement des capacités et à des services financiers;
  - 24 000 ouvriers jouiront d'un emploi saisonnier et à plein temps grâce aux activités des groupes de production agricole;
  - 15 000 bénéficiaires qui sont membres de groupes de production agricole et 15 000 autres qui ne le sont pas auront un meilleur accès à l'eau et au réseau routier dans les zones cibles;
  - 13 000 bénéficiaires qui sont membres de groupes de production agricole et 15 240 autres qui ne le sont pas se verront offrir des possibilités en matière de chaîne d'approvisionnement et d'emploi créées dans le cadre du développement des filières par les microentreprises et les petites et moyennes entreprises.
17. En outre, le projet devrait indirectement aider 45 000 ménages, dont les villageois qui vivent à proximité immédiate des entreprises agricoles soutenues et des sites où sont construites des routes.
18. Dans le cadre du projet, une stratégie de ciblage inclusive sera mise en œuvre de sorte que les activités profitent à un grand nombre de petits exploitants pauvres dans les filières sélectionnées grâce à la planification des interventions avec les parties prenantes et à un dispositif concurrentiel visant à octroyer des dons de contrepartie. Des mesures de prévention efficaces seront prises afin d'empêcher l'accapement des avantages par les élites en ce qui concerne toutes les activités du projet, y compris s'agissant des dons de contrepartie. Au moins 50% du groupe cible seront des femmes et au moins 30% seront des jeunes.

## **B. Composantes, résultats et activités**

19. Le projet s'articule autour de quatre composantes interdépendantes, présentées ci-après.



20. **Composante 1: développement de filières inclusives.** Bien que le niveau de compétence et le potentiel du secteur agricole du Zimbabwe soient parmi les plus élevés d'Afrique, la productivité du pays est faible en raison de lacunes au niveau de l'organisation des filières fondées sur l'agriculture paysanne. La composante 1, qui est la principale composante d'investissement du projet, vise à remédier à ces problèmes, comme décrit ci-après.
21. Sous-composante 1.1: définition des pôles et mobilisation des filières. Les résultats attendus de cette sous-composante sont les suivants: i) 8 pôles de production paysanne sont définis; ii) 800 groupements d'agriculteurs sont mobilisés et organisés; iii) 200 microentreprises et 40 grandes entreprises des filières sont mobilisées pour faciliter les activités du projet.
22. Sous-composante 1.2: fourniture de services techniques aux groupes de production agricole et aux microentreprises. Les résultats attendus sont les suivants: i) 800 groupes de production agricole et 200 entreprises agricoles, recensés dans le cadre de la sous-composante 1.1, reçoivent des services d'appui aux entreprises et sont à même de mener à bien des plans d'activité qui sont susceptibles d'être financés et qui sont conformes aux normes sur le plan environnemental et social et en matière de gouvernance; ii) 800 groupes de production agricole adoptent des pratiques climatiquement rationnelles.
23. Sous-composante 1.3: financement d'investissements en faveur de filières inclusives. Le projet permettra de cofinancer, à l'issue d'une sélection par voie de mise en concurrence, des investissements privés faits et gérés par les petits exploitants et les entreprises agricoles en vue de mettre à niveau les filières. Des dons de contrepartie seront mis à disposition dans trois catégories: i) 16 millions d'USD au titre de co-investissements concurrentiels en partenariat avec 800 groupes de production agricole; ii) 4,4 millions d'USD au titre de co-investissements concurrentiels financés avec l'aide de 200 microentreprises rurales; iii) 2,5 millions d'USD au titre de co-investissements concurrentiels financés avec l'aide de 40 grandes entreprises des filières. En outre, une ligne de crédit libellée en dollars des États-Unis, d'une valeur de 2,5 millions d'USD, sera établie dans une institution financière afin que les grandes entreprises des filières partenaires du projet qui travaillent dans le secteur des exportations puissent commencer à avoir accès aux services financiers des banques commerciales.
24. **Composante 2: résistance de l'infrastructure des filières aux changements climatiques.** Cette composante aura pour objet d'améliorer l'approvisionnement en eau et la gestion de l'eau à usage d'irrigation, l'approvisionnement en eau à usage domestique et les routes de desserte locales afin de faciliter la commercialisation des produits issus de l'agriculture paysanne. Les activités prévues au titre de cette composante permettront d'encourager les investissements du secteur privé dans les zones du projet, de promouvoir la production et la commercialisation de grandes quantités de produits de bonne qualité et de réduire le temps et le coût du transport vers les marchés. Les résultats attendus sont les suivants: i) des investissements prioritaires dans les infrastructures locales des municipalités sont définis au moyen de consultations avec les parties prenantes; ii) environ 1 780 hectares disposent de systèmes d'irrigation améliorés et résistants aux aléas climatiques; iii) 150 kilomètres de route sont remis en état et résistants aux aléas climatiques; iv) 100 municipalités sont dotées de meilleures installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
25. **Composante 3: appui aux politiques et aux institutions et coordination du projet.** Cette composante se divise en deux sous-composantes:
- a) Sous-composante 3.1: appui aux politiques et aux institutions. Les activités menées au titre de cette sous-composante favoriseront la mise en place de politiques et d'un environnement institutionnel propices à une transformation

de l'agriculture paysanne portée par le secteur privé au Zimbabwe. Sur la base des connaissances acquises et des produits du savoir générés pendant l'exécution du projet, des concertations sur les politiques et d'autres forums de discussion et manifestations seront organisés, notamment en vue d'élaborer des plans d'action pour encourager la diversification de l'agriculture paysanne et la commercialisation des produits qui en sont issus.

- b) Sous-composante 3.2: coordination du projet. Cette sous-composante englobera les activités de gestion et de coordination du projet.

26. **Composante 4: interventions en cas d'urgence.** Au vu de la récurrence des phénomènes météorologiques extrêmes au Zimbabwe, en particulier des périodes de sécheresse, cette composante, à laquelle aucun coût n'est attribué au stade de la conception, a été mise en place pour permettre au FIDA d'intervenir en cas d'urgence afin de venir en aide aux petits agriculteurs, qui sont les plus touchés par ces phénomènes. Plus précisément, cette composante devrait faciliter et accélérer une restructuration de niveau 2 du projet, en cas d'urgence ou de catastrophe naturelle.

### C. Théorie du changement

27. Les principaux problèmes de développement que le projet doit contribuer à résoudre sont les suivants: le taux élevé de pauvreté, la vulnérabilité aux aléas climatiques et la mauvaise nutrition des ménages ruraux, dus à la nature dispersée et désorganisée du secteur de l'agriculture paysanne, à l'inégalité femmes-hommes structurelle et à la faiblesse de l'environnement institutionnel. Le projet apporte des solutions à chacun des problèmes sous-jacents: i) une assistance technique et des instruments financiers visant à inciter les entreprises agricoles et les groupements d'agriculteurs à investir dans les filières; ii) des investissements dans l'infrastructure des pôles visant à garantir la résilience face aux aléas climatiques et la prise en compte des questions de nutrition dans le développement des filières; iii) le renforcement des capacités des institutions, de sorte que la stratégie nationale de transformation de l'agriculture soit mieux mise en œuvre. La mise en place d'un environnement porteur et de mesures d'incitation intelligentes devrait encourager un nombre suffisant d'entreprises agricoles à s'implanter dans les zones cibles.

### D. Alignement, appropriation et partenariats

28. Le projet doit contribuer directement à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) n<sup>os</sup> 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro) et 5 (égalité femmes-hommes et autonomisation). Il favorise aussi directement la croissance économique inclusive et l'emploi (ODD n<sup>o</sup> 8) dans les secteurs des principales cultures commercialisées dans la zone d'intervention, il promeut l'agro-industrialisation durable dans les régions visées (ODD n<sup>o</sup> 9) et il permet d'accroître la capacité d'adaptation des petits exploitants (ODD n<sup>o</sup> 13).
29. Le projet est entièrement aligné sur les priorités fondamentales du pays en matière de développement rural et agricole. Il permettra de renforcer la mise en œuvre globale du Programme de relance de l'irrigation paysanne, appuyé par le FIDA et en cours d'exécution, et d'harmoniser les approches, en particulier pour ce qui est du développement des marchés et des filières, et de la prise en compte de questions comme la nutrition et la sécurité alimentaire. Il est également prévu que l'équipe du projet collaborera avec le Programme alimentaire mondial, l'Organisation internationale du Travail et d'autres donateurs importants dans plusieurs domaines relatifs à la résilience, la sécurité alimentaire et la nutrition.

## **E. Coût, avantages et financement**

### **Coût du projet**

30. Le montant total des investissements et des coûts récurrents est estimé à 67,43 millions d'USD, provisions pour imprévus comprises. Les coûts de base s'élèvent à 64,8 millions d'USD. Le montant du financement de l'action climatique est estimé à 14,06 millions d'USD (adaptation), soit environ 39% du montant du prêt accordé par le FIDA. On trouvera ci-après la ventilation des coûts (en dollars des États-Unis) par composante et par source de financement (tableau 1), par catégorie de coûts et par source de financement (tableau 2), et par composante et par année (tableau 3).

Tableau 1

**Coûts du projet par composante et sous-composante et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Composante/ sous-composante	Prêt du FIDA		Fonds de l'OPEP		Secteur privé		Petits exploitants			Emprunteur/ bénéficiaire		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant
<b>A. Composante 1: développement de filières inclusives</b>												
Sous-composante 1.1: définition des pôles et mobilisation des filières	66	88,8	-	-	-	-	-	-	-	8	11,2	74
Sous-composante 1.2: fourniture de services techniques aux groupes de production agricole et aux microentreprises	3 821	85,0	-	-	-	-	-	-	-	674	15,0	4 495
Sous-composante 1.3: financement d'investissements en faveur de filières inclusives	26 759	70,0	-	-	7 227	18,9	2 102	2 102	11,0	17	-	38 208
Total partiel de la composante 1	30 646	71,6	-	-	7 227	16,9	2 102	2 102	9,8	700	1,6	42 777
<b>B. Composante 2: résistance de l'infrastructure des filières aux changements climatiques</b>	-	-	15 000	88,7	-	-	-	-	-	1 908	11,3	16 907
<b>C. Composante 3: appui aux politiques et aux institutions et coordination du projet</b>												
Sous-composante 3.1: appui aux politiques et aux institutions	637	25,0	-	-	-	-	-	-	-	1 911	75,0	2 548
Sous-composante 3.2: coordination du projet	4 404	84,8	-	-	-	-	-	-	-	792	15,2	5 196
Total partiel de la composante 3	5 041	65,1	-	-	-	-	-	-	-	2 703	34,9	7 744
<b>D. Composante 4: interventions en cas d'urgence</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>35 687</b>	<b>52,9</b>	<b>15 000</b>	<b>22,2</b>	<b>7 227</b>	<b>10,7</b>	<b>2 102</b>	<b>2 102</b>	<b>6,2</b>	<b>5 311</b>	<b>7,9</b>	<b>67 428</b>

Tableau 2

**Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Fonds de l'OPEP		Secteur privé		Petits exploitants			Emprunteur/bénéficiaire		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant
<b>I. Dépenses d'investissement</b>												
A. Travaux	-	-	13 961	88,0	-	-	-	-	-	1 908	12,0	15 869
B. Biens, services et intrants	1 010	41,3	-	-	-	-	-	-	-	1 437	58,7	2 447
C. Équipement et matériel	288	85,0	-	-	-	-	-	-	-	51	15,0	339
D. Véhicules	776	62,0	240	19,2	-	-	-	-	-	236	18,9	1 252
E. Services de consultants												
1. Assistance technique												
Assistance technique nationale	15	85,0	-	-	-	-	-	-	-	3	15,0	17
F. Formation et ateliers	4 234	68,3	676	10,9	-	-	-	-	-	1 287	20,8	6 198
G. Dons et subventions	24 044	67,8	-	-	7 227	20,4	2 102	2 102	11,9	-	-	35 476
H. Crédit	2 617	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 617
Total des dépenses d'investissement	32 984	51,4	14 877	23,2	7 227	11,3	2 102	2 102	6,5	4 922	7,7	64 214
<b>II. Dépenses récurrentes</b>												
A. Traitements et indemnités	1 976	86,5	-	-	-	-	-	-	-	308	13,5	2 285
B. Dépenses de fonctionnement	726	78,2	122	13,2	-	-	-	-	-	81	8,7	930
Total des dépenses récurrentes	2 703	84,1	122	3,8	-	-	-	-	-	389	12,1	3 214
<b>Total</b>	<b>35 687</b>	<b>52,9</b>	<b>15 000</b>	<b>22,2</b>	<b>7 227</b>	<b>10,7</b>	<b>2 102</b>	<b>2 102</b>	<b>6,2</b>	<b>5 311</b>	<b>7,9</b>	<b>67 428</b>

∞

Tableau 3

**Coûts du projet par composante et sous-composante et par année du projet**

(en milliers d'USD)

<i>Composante/ sous-composante</i>	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Année 4</i>	<i>Année 5</i>	<i>Année 6</i>	<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
<b>A. Composante 1: développement de filières inclusives</b>							
Sous-composante 1.1: définition des pôles et mobilisation des filières	36	-	38	-	-	-	74
Sous-composante 1.2: fourniture de services techniques aux groupes de production agricole et aux microentreprises	596	1 078	1 144	1 114	563	-	4 495
Sous-composante 1.3: financement d'investissements en faveur de filières inclusives	4 915	9 766	9 961	9 624	3 941	-	38 208
Total partiel de la composante 1	5 548	10 844	11 142	10 738	4 504	-	42 777
<b>B. Composante 2: résistance de l'infrastructure des filières aux changements climatiques</b>							
	466	1 080	7 226	6 879	1 235	21	16 907
<b>C. Composante 3: appui aux politiques et aux institutions et coordination du projet</b>							
Sous-composante 3.1: appui aux politiques et aux institutions	404	412	420	429	437	446	2 548
Sous-composante 3.2: coordination du projet	2 133	634	672	627	636	493	5 196
Total partiel de la composante 3	2 537	1 046	1 093	1 056	1 073	939	7 744
<b>D. Composante 4: interventions en cas d'urgence</b>							
	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8 551</b>	<b>12 970</b>	<b>19 461</b>	<b>18 673</b>	<b>6 812</b>	<b>960</b>	<b>67 428</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

31. Le FIDA accordera un prêt d'un montant de 35,70 millions d'USD, soit 52,9% du total des coûts. Ce prêt est réparti comme suit: 30,65 millions d'USD au titre de la composante 1 (développement de filières inclusives), soit 71,6% du coût total de la composante (42,78 millions d'USD); 5,04 millions d'USD au titre de la composante 3 (appui aux politiques et aux institutions et coordination du projet), soit 65,1% du coût total de la composante (7,74 millions d'USD).
32. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP) versera 15 millions d'USD au titre de la composante 2 (résistance de l'infrastructure des filières aux changements climatiques), soit 89% du coût total de la composante. Le Gouvernement a officiellement demandé au Fonds de l'OPEP de cofinancer ce projet, et le Fonds a manifesté son intérêt en ce sens. Il présentera d'ailleurs une proposition de financement à son conseil d'administration au premier semestre de 2021. Dans l'éventualité où ce cofinancement ne se concrétiserait pas, les partenaires bilatéraux peuvent être une autre source de financement (notamment le Koweït ou le Japon, avec lequel des discussions ont déjà été amorcées).
33. Les petits exploitants (les membres des groupes de production agricole) contribueront à hauteur de 4,2 millions d'USD, soit 6% du coût total du projet. Les entreprises agricoles du secteur privé verseront 7,22 millions d'USD, soit 11% du coût total. Les bénéficiaires et le secteur privé apporteront des cofinancements au titre de la sous-composante 1.3 (financement d'investissements en faveur de filières inclusives). Les fonds accordés par le Gouvernement s'établiront à 4,6 millions d'USD, soit 7% du coût total. La composante 4 regroupe les fonds d'urgence destinés au projet si besoin; aucun coût ne lui est alloué au stade de la conception.
34. Compte tenu des populations rurales ciblées, de leur vulnérabilité aux risques liés aux changements climatiques et de la nature publique des investissements, des discussions ont été amorcées avec l'autorité nationale désignée au sein du Ministère de l'environnement, de l'eau et du climat en vue de solliciter un financement au Fonds vert pour le climat, qui pourrait apporter 35 millions d'USD supplémentaires sous forme de dons.

### **Décaissement**

35. Le FIDA décaissera les fonds en versant des avances sur le compte désigné, libellé en dollars des États-Unis et domicilié dans une banque acceptable pour le Gouvernement, et en procédant aux reconstitutions ultérieures en fonction des dépenses effectuées, telles que justifiées par les relevés de dépenses. Le projet disposera d'un système de paiement centralisé géré par l'unité nationale de gestion du projet. Les dépenses courantes des organismes d'exécution du projet au niveau national, provincial et des districts seront gérées par l'unité. Le Ministère des terres, de l'agriculture, de l'eau et de la réinstallation rurale administrera les comptes d'exploitation du projet. Les comptes seront gérés par l'unité nationale de gestion du projet, qui sera chargée d'établir toutes les demandes et justifications de décaissement. Les dépenses faites dans des devises étrangères seront payées au moyen du compte spécial libellé en dollars des États-Unis afin d'atténuer les risques de retard d'approvisionnement du fait du manque de devises étrangères. Le Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et de la réinstallation rurale ouvrira deux comptes d'exploitation dédiés au projet dans une banque commerciale pour y conserver les fonds transférés des comptes spéciaux en vue de couvrir les coûts du projet dans la monnaie locale.
36. Les bénéficiaires de dons de contrepartie dans le cadre d'investissements en faveur de filières inclusives devront ouvrir des comptes bancaires spéciaux pour recevoir ces fonds et pour verser leur propre contribution de contrepartie. Les dons seront versés en plusieurs tranches débloquées dès lors que les bénéficiaires atteindront les jalons définis dans les accords de don. Les dons de contrepartie seront

comptabilisés au moment du décaissement et seront inclus dans la demande de retrait à ce stade. L'utilisation des dons sera suivie afin de veiller au respect des conditions d'octroi des dons. Un examen des dons de contrepartie sera effectué dans le cadre de l'audit externe annuel du projet, ce qui déclenchera l'octroi de la deuxième tranche de dons, qui ne peut être versée sans cet examen.

37. Le compte spécial sera réapprovisionné conformément aux règles et aux procédures du FIDA en matière de décaissement. Les méthodes de décaissement standard seront utilisées, y compris: i) la méthode de paiement direct pour les montants supérieurs à 100 000 USD; ii) le recours au compte désigné; iii) le remboursement si le Gouvernement a avancé des fonds. Des instructions détaillées sur les décaissements figureront dans la lettre à l'emprunteur/au bénéficiaire adressée par le FIDA, dont le contenu sera abordé et convenu avec le Gouvernement.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

38. Quatre modèles d'exploitation pour les groupes de production agricole ont été établis à titre d'exemple afin que l'on puisse examiner la viabilité financière des investissements qui sont financés par les dons de contrepartie et sont faits par les agriculteurs ciblés. Tous les types de systèmes agricoles se sont révélés viables sur le plan financier. Des rendements supplémentaires en cas de travail supplémentaire sont un bon moyen d'encourager la production familiale et de lutter contre l'émigration de la main-d'œuvre.
39. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) du projet s'établit à 25%. Un examen des mesures prévues face à la sécheresse dans le cadre du projet montre que celui-ci reste viable face à de multiples périodes de sécheresse courtes et moyennes (les TREI s'élevant respectivement à 16,9% et à 12,0%). La valeur actuelle nette est estimée à 56,5 millions d'USD pour une période de 20 ans et un taux d'actualisation de 10%.

### **Stratégie de sortie et durabilité**

40. La stratégie de sortie du projet et sa réussite sont liées aux résultats obtenus au niveau de toutes les filières. L'accent mis sur l'obtention de résultats durables et sur la création d'institutions indépendantes et rentables et de partenariats avec le secteur privé constitue l'essentiel de la stratégie de sortie. Au niveau des groupements d'agriculteurs, une formation sera dispensée en matière de conduite des activités professionnelles afin que les groupes puissent devenir pleinement indépendants et financièrement stables, et puissent participer aux activités des filières en tant que partenaires autonomes.

## **III. Risques**

### **A. Risques et mesures d'atténuation**

Tableau 4  
**Risques et mesures d'atténuation**

<i>Risques</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Contexte national Manque de gouvernance économique et financière	Recrutement du personnel essentiel à l'issue d'une procédure concurrentielle, conclusion d'accords contractuels solides, accent mis sur le secteur privé dans le cadre des principales activités et mise en place de systèmes de mise en œuvre efficaces
Contexte environnemental et climatique Dégradation des terres, variabilité des pluies croissante	Mesures d'adaptation aux changements climatiques mises en place au moyen d'investissements dans une agriculture climatiquement rationnelle et du renforcement des capacités des petits exploitants
Gestion financière du projet Manque de capacités du personnel et de l'organisme chef de file	Sélection des responsables de l'unité financière du projet à l'issue d'une procédure concurrentielle. Formation aux directives du FIDA en matière de financement au moment du démarrage et tout au long du projet



Tableau 5  
**Synthèse des risques**

<i>Catégories de risque</i>	<i>Évaluation du risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Élevé	Substantiel
Passation des marchés au titre du projet	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
<b>Risque global</b>	Substantiel	Modéré

## **B. Catégorie environnementale et sociale**

41. Le projet se classe dans la catégorie environnementale et sociale B. Les interventions seront menées dans des zones qui ne sont pas sensibles. Il s'agira essentiellement d'investissements dans l'agriculture paysanne et les infrastructures. Les infrastructures à petite échelle financées au titre de la composante 2 auront certes des incidences environnementales et sociales négatives, mais celles-ci seront localisées et majoritairement réversibles. L'équipe du projet examinera les investissements relevant des dons de contrepartie de la composante 1 afin de recenser les risques environnementaux et sociaux, avec l'appui technique du FIDA et en suivant une formation complémentaire si nécessaire.

## **C. Classement au regard des risques climatiques**

42. Le risque climatique est jugé élevé. Les principaux risques sont les sécheresses, les inondations et la hausse des températures. Les cinq provinces visées sont moins vulnérables aux sécheresses que celles situées dans le sud et l'est du pays. Toutefois, elles comprennent des zones agroclimatiques où les récoltes sont périodiquement mauvaises en raison de périodes sèches à la mi-saison et de précipitations tardives.

## **D. Soutenabilité de la dette**

43. D'après l'évaluation de la soutenabilité de la dette faite en 2020 par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, le Zimbabwe est en situation de surendettement. La dette publique et garantie par l'État, extérieure et totale, a atteint un niveau insoutenable et les arriérés extérieurs sont importants. La dette publique extérieure et totale dépasse les seuils des scénarios de référence et de crise. En outre, le Zimbabwe a depuis longtemps des arriérés extérieurs considérables à régler aux institutions financières internationales et à des créanciers officiels et commerciaux. Ces dernières années, la dette intérieure a augmenté en raison du niveau élevé des déficits budgétaires et de l'accès négligeable au financement extérieur, mais la conversion des devises et la forte inflation survenues récemment ont sensiblement fait baisser sa valeur réelle. Pour rétablir la soutenabilité de la dette, il faut assainir durablement les finances publiques, mettre un terme aux activités quasi budgétaires qui font augmenter la dette et conclure des accords avec les créanciers sur le traitement global de la dette extérieure et des arriérés.

## IV. Exécution

### A. Cadre organisationnel

#### Gestion et coordination du projet

44. Le Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et de la réinstallation rurale sera l'agent principal du projet. Il mettra sur pied une unité de gestion conjointe qui rassemblera les fonctions de l'unité de coordination du Programme de relance de l'irrigation paysanne et de l'unité nationale de gestion du Projet de pôles d'agriculture paysanne. Un comité de pilotage commun au programme et au projet sera établi.
45. Afin que les interventions sur le terrain se déroulent sans heurts, quatre unités provinciales d'exécution du projet seront mises sur pied. Au niveau des districts, le projet sera mis en œuvre par le réseau de vulgarisation du Département des services agricoles techniques et de vulgarisation. Des équipes de mise en œuvre seront établies dans les districts concernés. Les activités sur le terrain au niveau des districts seront facilitées par le personnel d'autres institutions publiques et de prestataires de services privés, dont les moyens seront renforcés grâce au projet.

#### Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

46. L'évaluation de la gestion financière du projet, au stade de la conception, prévoit un risque inhérent élevé, qui peut devenir substantiel grâce à des mesures d'atténuation. Le Gouvernement recrutera à l'extérieur un ou une comptable en chef et un ou une deuxième comptable qui seront intégrés à l'unité nationale de gestion du projet et chargés uniquement de la gestion financière du projet.
47. L'unité nationale de gestion du projet coordonnera la gestion et l'information financières. Elle sera ainsi chargée de publier, de rapprocher et de communiquer les informations sur les finances du projet. La comptabilité du projet sera tenue au moyen d'un logiciel qui sera acquis au lancement. Le manuel d'exécution comprend un projet de manuel de procédures détaillé en matière de gestion financière.
48. Le Bureau d'audit interne du Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et de la réinstallation rurale effectuera un audit interne du projet au moins une fois par an, sachant que l'unité nationale de gestion du projet fera partie du Ministère. Des audits externes seront réalisés par des cabinets privés indépendants.
49. Au stade de la conception, le risque inhérent en matière de passation des marchés est modéré. Les faiblesses du système de passation de marchés du Zimbabwe sont essentiellement constatées au niveau de la planification des achats et de l'administration et de la gestion des contrats. Elles seront corrigées au moyen des mesures ciblées indiquées dans la matrice des risques de passation de marchés et dans le projet de manuel des achats contenu dans le manuel d'exécution.
50. Les risques inhérents à la gouvernance et aux capacités institutionnelles sont substantiels, comme le montre le classement du pays au regard de l'indice de perception de la corruption. Un dispositif d'atténuation complet a été mis au point et prévoit: i) une assistance technique indépendante aux fins du suivi de tous les investissements; ii) des flux financiers vérifiables à destination des bénéficiaires; iii) des mécanismes de ciblage transparents.

#### Participation et retours d'information des groupes cibles, et mécanisme de réponse aux doléances<sup>7</sup>

51. Les équipes du projet, au niveau national et provincial, présenteront aux bénéficiaires le mécanisme de réponse aux doléances du projet et la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, ainsi que la

<sup>7</sup> Voir le Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes à l'adresse suivante: <https://webapps.ifad.org/members/eb/128/docs/french/EB-2019-128-R-13.pdf?attach=1>.

politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption. Ces informations figureront dans tous les contrats et documents relatifs au projet, y compris dans les modèles de proposition de don de contrepartie.

#### **Mécanisme de réponse aux doléances**

52. Le mécanisme de réponse aux doléances fera fond sur les structures existantes au niveau des municipalités, des districts et des provinces. Toute doléance sera enregistrée et traitée par le comité du groupe de production agricole (composante 1); les doléances qui ne peuvent être traitées seront communiquées aux comités de développement des municipalités. Ces derniers seront chargés d'enregistrer et de traiter toute doléance relative à la composante 2. S'ils ne peuvent le faire, les doléances seront renvoyées aux conseils ruraux de district, qui seront représentés dans le cadre de l'exécution du projet.

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

53. Le cadre logique du projet orientera les plans de travail et budgets annuels. La planification annuelle du travail et du budget sera intégrée aux processus gouvernementaux. Ces mesures, associées à des systèmes d'information de gestion, permettront un suivi efficace des progrès accomplis. La stratégie de gestion des savoirs garantira l'efficacité des pratiques d'apprentissage et de communication.

#### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

54. La stratégie de base du projet est de promouvoir une transformation portée par le secteur privé des filières de l'agriculture paysanne, qui doivent devenir inclusives. Dans ce contexte, il est prévu d'introduire des pratiques agricoles novatrices et climatiquement rationnelles en faveur des acteurs des filières ciblés, et de tirer des enseignements en vue de reproduire à plus grande échelle les mécanismes publics d'appui efficaces, comme les pôles de production paysanne, les dons de contrepartie aux fins du développement d'entreprises inclusives et les lignes de crédit mises à disposition par l'intermédiaire des institutions financières participantes.

### **C. Plans d'exécution**

#### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

55. Un projet de manuel d'exécution a été rédigé, ainsi qu'un plan de travail et budget annuel et un plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois de mise en œuvre. L'unité de gestion commune au projet et au Programme de relance de l'irrigation paysanne devrait permettre d'accélérer le démarrage du projet.

#### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

56. **Supervision.** Le projet sera placé sous la supervision directe du FIDA et du Gouvernement, qui mèneront des missions annuelles de supervision et d'appui à l'exécution, ainsi que des missions de suivi selon que de besoin.
57. **Examen à mi-parcours.** Le projet court sur une période de six ans; un examen à mi-parcours sera donc réalisé vers la fin de la troisième année. Il sera organisé par le Gouvernement et le FIDA en étroite collaboration avec les autres parties prenantes.
58. **Rapport d'achèvement de projet.** À la fin de la période d'exécution, le Gouvernement, en collaboration avec le FIDA, établira un rapport d'achèvement de projet pour rendre compte des résultats et de l'impact obtenus.

### **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

59. Un accord de financement entre la République du Zimbabwe et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à

l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.

60. La République du Zimbabwe est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
61. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

62. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Zimbabwe un prêt particulièrement concessionnel d'un montant de trente-cinq millions sept cent mille dollars des États-Unis (35 700 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Houngbo

## **Negotiated financing agreement: "Smallholder Agriculture Cluster Project"**

(Negotiations concluded on 5 March 2021)

Loan No: \_\_\_\_\_

Project name: Smallholder Agriculture Cluster Project ("the SACP"/ "the Project")

The Republic of Zimbabwe represented by the Minister of Finance and Economic Development (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

**WHEREAS** the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

**WHEREAS**, the Project shall be co-financed by the OPEC Fund for International Development (OFID). The Borrower and OFID will conclude a Financing Agreement (the "OFID Co-financing Agreement") to provide financing for the Project;

**WHEREAS**, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

1. The amount of the Loan is thirty five million and seven hundred thousand United States Dollars (US\$35 700 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms and shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment

Currency. The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

3. The principal of the Loan will be repaid at four and a half per cent (4.5%) of the total principal per annum from the eleventh (11<sup>th</sup>) year through to the thirtieth (30<sup>th</sup>) year, and at one per cent (1%) of the total principal per annum from the thirty-first (31<sup>st</sup>) year to the fortieth (40<sup>th</sup>) year.
4. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollars.
5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
6. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.
7. The Borrower shall open an account denominated in USD ("Designated Account") through which the proceeds of the Financing shall be channelled as well as the dedicated bank account for receipt of counterpart funding and the operational bank accounts shall be detailed in the Letter to the Borrower<sup>8</sup>. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of five million and thirty one thousand United States Dollars (US\$ 5 031 000) in the form of taxes and duties, provided through tax waiver to the Project.

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Lands, Agriculture, Fisheries, Water and Rural Resettlement.
2. The following are designated as additional Project Parties: the Ministry of Finance and Economic Development (MOFED); Ministry of Women Affairs, Community and Small and Medium Enterprise Development (MWACSMED); Ministry of Environment, Tourism and Hospitality (METH); Ministry of Youth, Sports and Recreation (MYSR).
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the 6<sup>th</sup> anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the IFAD procurement guidelines.

### **Section D**

The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

---

<sup>8</sup> Letter to the Borrower is the finance letter which will be sent by IFAD to the Borrower, providing further details in respect of the financing such as withdrawal applications, procurement thresholds and such other information deemed necessary for purposes of the specific financing.

**Section E**

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
  - (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project;
  - (b) the OFID Co-financing Agreement has failed to enter into full force and effect within 730 days of the date of this Agreement, and substitute funds are not available to the Borrower; and
  - (c) the right of the Borrower to withdraw the proceeds of the OFID Co-financing Loan has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or the OFID Co-financing Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof; or any event has occurred which, with notice or the passage of time, could result in any of the foregoing.
2. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement:
  - (a) Any of the personnel appointed to the key Project roles are removed from the Project without the prior concurrence of the Fund.
3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (a) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained;
  - (b) the following key Project roles have been appointed: National Project Coordinator, Chief Accountant, Procurement Officer, Monitoring & Evaluation and Planning Specialist and Senior Value Chain and Agribusiness Advisor; and
  - (c) evidence that the Borrower is operating a fully functional accounting software system, in form and substance satisfactory to IFAD.
4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Head Zimbabwe Public Debt Management Office  
Ministry of Finance and Economic Development of Zimbabwe 4th Floor, New  
Government Complex  
Corner Samora Machel and Fourth Street,  
Harare

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

Copy to: Country Director, Zimbabwe

This Agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF ZIMBABWE

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Hougbo  
President

Date: \_\_\_\_\_



## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit a large number of poor smallholder farmers in value chains selected through stakeholder business planning and competitive matching grant mechanism.
2. *Project area.* The Project will be implemented in the following five, out of Zimbabwe's ten provinces: Mashonaland Central, Mashonaland East, Mashonaland West, Midlands and Matabeleland North (the "Project Area").
3. *Goal.* The goal of the Project is to increase equitable smallholder participation in market-oriented and climate-smart value chains.
4. *Objectives.* The objective of the Project is the realisation of increased household incomes and improved nutrition, through sustainable transformation of the smallholder farming sector.
5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
  - 5.1. **Component 1: Inclusive Value Chain Development.** Although the skills level and agricultural sector potential in Zimbabwe are among the highest in Africa, the country's gaps in smallholder-based value chain ("VC") organization result in low productivity. SACP's Component 1, which is the Project's key investment component, is designed to address these challenges, as follows:
    - 5.1.1. Sub-component 1.1: Cluster Identification and VC Mobilization. This sub-component's expected results are: (i) 8 smallholder production clusters identified, (ii) 800 farmer groups mobilized and organized, and (iii) 200 microenterprises and 40 VC lead enterprises identified and mobilized for SACP support operations.
    - 5.1.2. Sub-component 1.2: Technical Services for APGs and Microenterprises. The projected results are: (i) 800 agricultural production groups ("APGs") and 200 agribusinesses, identified through Sub-component 1.1, receive business development services and are able to complete bankable business plans, which comply with agreed Environmental, Social and Governance standards; and (ii) 800 APGs implement climate smart agriculture practices.
    - 5.1.3. Sub-component 1.3: Financing for Inclusive VC Investments. The Project will co-finance, through a competitive selection process, privately owned and managed investments by smallholders and agribusinesses for VC upgrading. Matching grants will be made available in three categories, as follows: (i) US\$16 million of competitive co-investments carried out with 800 APGs; (ii) US\$4.4 million of competitive co-investments financed with 200 rural microenterprises; and (iii) US\$2.5 million of competitive co-investments financed with 40 VC Lead Enterprises ("VCLEs"). In addition, a US\$-denominated Line of Credit worth US\$2.5 million will be established at a selected financial institution, to initiate access to commercial bank finance by those SACP's partner VCLEs, which operate in the export sector.
  - 5.2. **Component 2: Climate Proofed Value Chain Infrastructure.** This component will improve irrigation water supply and management, domestic water supply, and local level feeder roads, to facilitate the commercialisation of smallholder agriculture. The implementation of activities under this component will encourage private sector investments in SACP areas, promote the production and marketing of large quantities of quality produce and reduce the time and cost of transport to the markets. The

expected results include: (i) prioritised ward level community infrastructure investments identified through participatory stakeholder consultations; (ii) approximately 1,780 ha equipped with improved, climate proofed irrigation systems; (iii) 150 km of roads rehabilitated and climate proofed; and (iv) 100 wards with improved water supply and sanitation facilities.

5.3. **Component 3: Policy and Institutional Support and Project Coordination.** This component is divided into two sub-components:

5.3.1. Sub-component 3.1: Policy and Institutional Support. This sub-component's activities will support efforts to create a conducive policy and institutional environment for private sector-led smallholder agriculture transformation in Zimbabwe. Based on the accumulated knowledge and information products from SACP implementation, policy dialogue and other discussion forums and events will be organised, aiming particularly at the development of action-oriented plans to support the diversification and commercialisation of smallholder agriculture.

5.3.2. Sub-component 3.2: Project Coordination. This sub-component will cover the project management and coordination activities of SACP.

5.4. **Component 4: Contingency Emergency Response.** Given the recurrent weather extremes in Zimbabwe, in particular droughts, this component, designed with a zero cost allocation, has been included to enable IFAD to respond urgently in its support to smallholder farmers, who are the most impacted. Specifically, this component is expected to facilitate and expedite the implementation of level-2 project restructuring, in the event of an emergency or disaster.

## II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* Ministry of Land, Agriculture, Fisheries, Water and Rural Resettlement ("MLAFWRR"). To this end, MLAFWRR will establish a Joint Management Unit ("JMU") that will include the functions of both the Project Coordination Unit of the ongoing Smallholder Irrigation Revitalisation Project ("SIRP") project and the National Project Management Unit ("NPMU") of this Project.

7. *Project Oversight Committee.* A joint Project Steering Committee ("PSC") will be constituted for SIRP and SACP, chaired by the Permanent Secretary of MLAFWRR. The PSC will be responsible for programme oversight and strategic guidance, and comprise of the representatives of the following public sector departments/institutions and private sector organisations that are expected to play key roles in the SACP efforts to develop rural value chains in Zimbabwe: The Strategic Policy Planning and Business Development Directorate, Department of Mechanisation and Irrigation, and Department of Agricultural Extension Services ("Agritex") of MLAFWRR; the Ministry of Finance and Economic Development; Ministry of Women Affairs, Community and Small and Medium Enterprise Development; Ministry of Environment, Tourism and Hospitality; Ministry of Youth, Sports and Recreation; and the Chamber of Commerce. The PSC will also include two senior members of the water user organisations and APGs from the provinces, representing SIRP and SACP beneficiaries. The JMU will act as a secretariat for the PSC meetings.

8. *National Project Management Unit and Joint Management Unit.* The JMU shall be established with structure, functions and responsibilities in accordance with the PIM and acceptable to the Fund. The JMU staff will consist of a mix of SIRP staff, officers working for both SIRP and SACP, and specialists specifically hired or seconded to manage the new SACP activities. The JMU and the NPMU of SACP will be based in Harare close to the MLAFWRR premises.

The PMU will be composed of, but not limited to the SACP National Coordinator, Senior Value Chain and Agribusiness Advisor, Senior Climate Smart Agriculture Advisor, Chief Accountant and Procurement Officer, who will be competitively recruited from the market

for the duration of the Project. The Monitoring & Evaluation and Planning Specialist will be recruited from the market for the initial 3 years to assure a proper set up of the system, and thereafter replaced by secondment for 3,5 years. The above-mentioned roles form the key Project roles. While several specialists, particularly the key ones, are dedicated to only one project, SACP shares an Office Secretary, Senior Social Inclusion Specialist and KM/Communication Specialist with SIRP. The rest of the SACP staff members are seconded.

To manage the field operations, SACP will establish four Provincial Project Implementation Units (PPIU), covering Matebeleland North, Mashonaland Central, Mashonaland East and Mashonaland West. Implementation for Kwekwe district in Midlands province will be the responsibility of the Matebeleland North PPIU while Chirumanzu will fall under the Mashonaland West PPIU.

At the district level, the implementation will be carried out through Agritex extension network, who form implementation teams in 18 SACP districts covered by SACP.

All staff, recruited or seconded, shall be selected competitively according to the Borrower's applicable procedures acceptable to the Fund and hiring and termination of the contracts shall be subject to the Fund's no-objection.

9. *Implementing partners.* In order to smoothly manage field operations, SACP will establish four Provincial Project Implementation Units. At district level, implementation will be carried out through Agritex's extension network, who form implementation teams in the districts covered by SACP. The district-level field operations will be supported by SACP-resourced staff from other public institutions and private sector service providers.

10. *Monitoring and Evaluation.* The Monitoring & Evaluation and Planning Specialist at NPMU will be supported by four Provincial Monitoring & Evaluation Planning Officers with functions and responsibilities detailed in the PIM. These includes: (i) establishment of the Monitoring & Evaluation and management information system; (ii) conducting the baseline, midterm review, completion surveys; (iii) conducting Monitoring & Evaluation capacity building for project staff; and (iv) compilation of progress reports among others.

11. *Knowledge Management & Communication.* The Knowledge Management and Communication Specialist will undertake detailed responsibilities and functions described in the PIM, in particular the generation of evidence-based knowledge products for the communication of project activities, achievements and lessons learned to stakeholders and the wider public.

12. *Project Implementation Manual.* A draft project implementation manual has been prepared as well as an annual work plan and budget, and procurement plan for the first 18 months of project implementation. The Joint Management Unit with SIRP is expected to speed up the Project start-up.

## Schedule 2

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	**Percentage
Grants & Subsidies	21 650 000	100%
Goods, Services & Inputs	900 000	100%
Equipment & Materials	1 000 000	100%
Credit	2 400 000	100%
Consultancies, Training & Workshops	3 800 000	100%
Recurrent costs	2 450 000	100%
Unallocated	3 500 000	100%
<b>TOTAL</b>	<b>35 700 000</b>	<b>100%</b>

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

\*\*Percentage means all expenses are Net of taxes.

2. *Disbursement arrangements. Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs (in Categories: (i) Goods, Services & Inputs; (ii) Consultancies, Training & Workshops and (iii) Recurrent Costs) incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of four hundred thousand United States Dollars (US\$ 400 000). Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

### Schedule 3

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customized accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understanding (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. *Gender.* The Borrower shall ensure that the Project is gender transformative by addressing gender inequality challenges along the agricultural value chains.
5. *Inclusivity.* The Borrower shall ensure that:
  - (a) project activities reach all different groups in the Project Area, through the provision of opportunities to access and participate in project services;
  - (b) all groups located in a Project Area are adequately and fairly represented in local planning for Project activities; and
  - (c) the terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower on the subject are respected<sup>9</sup>.
6. *Land Access.* The Borrower shall ensure that Smallholder farmers have full access to land along applicable country's customary and legal regulations.
7. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower confirms that the Project will be implemented in compliance with IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) and the main policies and strategies, including, *inter alia*: (i) IFAD's Environment and Climate Change Strategy; (ii) IFAD's Natural Resources Management Policy; and (iii) IFAD's Policy on Improving Access to Land and Tenure Security. Before supporting any intervention that might affect the land access and use rights of communities, the Project will ensure that their free, prior, and informed consent has been solicited through inclusive consultations based on full disclosure of the intent and the scope of activities planned and their implications. Prior to carrying out any construction of infrastructure and related items, the Borrower shall prepare and adopt an Environmental and Social Impact Analysis and Environmental Social Management Plans (ESMPs), where they are required, with adequate budget for their implementation, so that to confirm the full social and environmental sustainability of the infrastructure development foreseen.

---

<sup>9</sup> Refer to ILO 169, 1989 when ratified.

8. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

9. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

10. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Project are allocated for Project implementation;
- (b) the types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) all vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

11. *External audit.* Annual external audits to be conducted and to include a performance audit of disbursed Matching Grants.

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency		Responsibility	
Outreach	<b>1.b Estimated corresponding total number of household members</b>						The number of woman-headed HH targeted is lower than the number of women targeted because the project will also directly target women in men-headed households		
	Household members - Number of people	0	200000	391200	MIS	Monthly		PCU	
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>							Improved macro-economic conditions; Baseline of US\$483 to be confirmed by survey	
	Women-headed households - Number		15000	30000	MIS	Monthly			PCU
	Households – Number	0	40000	78240					
	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>								
	Females – Number	0	20000	39120	MIS	Monthly			PCU
Young – Number		10000	23472						
Total number of persons receiving services - Number of people	0	40000	78240						
Project Goal Increased household incomes and improved nutrition, through sustainable transformation of the smallholder farming sector	<b>Smallholder income level in target districts</b>					BL/MLS/ELS	3 years	NPMU	
	US\$ HH average in target districts / year (% increase) - Percentage		5	20					
	US\$ Project beneficiary / year (% increase) - Percentage		15	50					
	US\$ Women headed HH (% increase) - Percentage		15	50					
	US\$ APG member / year (% increase) - Percentage		25	100					
Development Objective Increased equitable smallholder participation in market-oriented and climate-smart value chains	<b>2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales</b>					AOS/ELS	Annual	NPMU	
	Number of Rural POs - Number	0	400	720					
	<b>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>					AOS/ELS	Annual	NPMU	
	Households – Number	0	15000	30000					
	<b>Percentage of households satisfied with project supported services</b>					AOS/ELS	Annual	NPMU	
Households – Percentage	0	80	80						
Outcome Component 1 - Outcome: Inclusive Value Chain Development	<b>2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities</b>					MIS	Quarterly	NPMU	
	Number of POs - Number	0	400	720					
	<b>Number of bankable business plans completed</b>					MIS	Quarterly	NPMU	
	# Groups - Number	0	400	800					
	# MSMEs - Number	0	125	200					
	# VC lead enterprises - Number	0	30	40					
	<b>1.2.4 Households reporting an increase in production</b>					MIS	Quarterly	NPMU	
	Women-headed households - Number	0	4000	12000					
	Households - Number	0	10000	30000					
	<b>2.2.1 New jobs created</b>					AOS/ELS	Annual	NPMU	
	New jobs - Number	0	1000	2000					
	<b>1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)</b>					COI survey	MTR, Endline	PCU	
Households (number) Number		9000	18000						
Women-headed households Number		4500	9000						

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	<b>IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment</b>				COI survey	MTR, Endline	PCU	index to be determined at baseline and end-line survey (IE 2.1)
	Young – Percentage	0						
	Total persons – Number	0						
	Females – Percentage	0						
<b>Output</b> Component 1 - Outputs	<b>2.1.3 Rural producers' organizations supported</b>				MIS	Quarterly	NPMU	GoZ will engage external BDS service providers (CI 1.1.4); GoZ will engage external CSA service providers (CI 3.1.4); APGs completed viable business plans; Interest of private sector to participate
	Rural POs supported - Number	0	650	800				
	<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>				MIS	Quarterly	NPMU	
	Total number of persons trained by the project - Number	0	12000	24000				
	Women trained in crop - Number	0	3600	7200				
	Young people trained in crop - Number	0	1800	3600				
	Women trained in livestock - Number	0	1800	3600				
	Young people trained in livestock - Number	0	900	1800				
	Women trained in fishery - Number	0	600	1200				
	Young people trained in fishery - Number	0	300	600				
	Total persons trained in crop - Number of people	0	7200	14400				
	Total persons trained in livestock - Number of people	0	3600	7200				
	Total persons trained in fishery - Number of people	0	1200	2400				
	<b>3.1.4 Land brought under climate-resilient practices</b>				AOS/ELS	Annual	NPMU	
	Hectares of land - Area (ha)	0	12000	24000				
	<b>2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management</b>				MIS	Quarterly	NPMU	
	Females - Number	0	7500	12250				
	Young - Number	0	3750	6125				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number	0	15000	24500				
	<b>APG matching grants disbursed</b>				MIS	Quarterly	NPMU	
	# young group members - Number	0	3000	6000				
	# Groups - Number	0	400	800				
	# Group members - Number	0	12000	24000				
	# female group members - Number	0	6000	12000				
	<b>MSME and Lead Enterprise matching grants disbursed</b>				MIS	Quarterly	NPMU	
	# MSMEs with female lead - Number		40	70				
	# MSMEs with youth lead - Number		30	50				
	# VC lead enterprises with female lead - Number		10	15				
	# MSMEs – Number	0	125	200				
	# VC lead enterprises – Number	0	30	40				
	<b>1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition</b>				MIS	Quarterly	NPMU	
Households – Number	0	9000	18000					
Women-headed households - Number	0	4500	9000					
Females – Number	0	33,750	67,500					
Males – Number	0	11,250	22,500					
Total persons – Number	0	45,000	90,000					
<b>Outcome</b> Component 2 - Outcome: Climate	<b>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</b>				AOS/ELS	Annual	NPMU	Roads completed (CI 2.2.6); Baseline
	Households reporting improved physical access to markets - Number		12000	30000				



Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Proofed Value Chain Infrastructure								values through baseline survey (CI 3.2.3)
<b>Output</b>	<b>1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated</b>				MIS	Quarterly	NPMU	Villagers mobilized (CI 1.1.2); Constructors available (CI 2.1.5)
Component 2 - Outputs	Hectares of land - Area (ha)	0	900	1780				
	<b>2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded</b>				MIS	Quarterly	NPMU	
	Length of roads - Length (km)	0	50	150				
<b>Outcome</b>	<b>Percentage of households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers</b>				AOS/ELS	Quarterly	NPMU	
3. Institutional Support and Project Coordination	Households – Percentage	0	40	75				
	Women-headed households - Percentage	0	40	75				
	Youth headed households - Percentage	0	40	75				

## Integrated Project Risk Matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<b>Country Context</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Political Commitment</b>	<b>High</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s): As COVID–19 pandemic has exacerbated the deepening economic crisis, the recent threat of protests arising from the worsening economic situation, shortages of goods in particular food, and declining real wages amidst hyperinflation, highlight the risk of political uncertainties and instability.</p>		
<p>Mitigations: While the potential of SACP to mitigate political risks is limited, detailed agreements with the Government on all investment activities and implementation modalities aim to mitigate these risks. The SACP focus on smallholder agriculture transformation is on private sector-led and operated activities, as opposed to the earlier exclusively GoZ-led approach, which is expected to remove some of the uncertainties associated to the political context.</p>		
<b>Governance</b>	<b>High</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s): Zimbabwe’s limited economic and financial governance as well as erratic formulation of policies has been earmarked by key international financiers as one of the causes of poor overall performance in the country in the past 20 years. This has created a weak environment for growth and development in key sectors and reduced the willingness of local and international investors to commit their resources in the country. Zimbabwe is ranked 158 out of 180 countries according to Transparency International’s 2019 Corruption Perception Index (CPI). High corruption rating and overall lack of transparency have significantly increased risks for investments in Zimbabwe, including investments in agriculture and agro-processing.</p>		
<p>Mitigations: SACP incorporates safeguard mechanisms to mitigate against these risks. This includes ensuring strict adherence to IFAD procurement rules as well as provision of support in the competitive recruitment of a SACP procurement officer. Indeed, the competitive recruitment of key staff, particularly the National Project Coordinator and Chief Accountant, is also expected to ensure good project governance. One of the main safeguards against governance risks is the private sector orientation of all the investments in the key value chain development component of the project.</p>		
<b>Macroeconomic</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<p>Risk(s): Macroeconomic instability including risks related to high international and domestic debt overhang, hyperinflation and currency convertibility will continue to adversely impact the country’s development agenda, including efforts to commercialise smallholder agriculture. Investment inflows remain weak and due to debt arrears, several sources of external credit are not accessible yet. The commercial banks’ portfolios, denominated mostly in Zimbabwean dollars, have lost much of their value, with currency devaluation and the consequent significant hyperinflation. At the same time, the concentration of bank assets on non-liquid central bank deposits and treasury bills has further reduced the amount available for lending to private urban and rural sectors.</p>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
Additional economic stress has been caused by the COVID-19 outbreak. With COVID-19, negative macroeconomic trends are projected to persist, resulting in a projected contraction in GDP by 8%-10% in 2020.		
<p>Mitigations:</p> <p>The macroeconomic outlook for Zimbabwe, as from 2021, remains cautiously optimistic. It is expected that between 2021-24, real GDP will rebound gradually, as better weather conditions facilitate growth in agriculture and a resurgence in domestic hydropower production, allowing mining activity to pick up.</p> <p>It should also be noted that the core investment instruments of SACP, including the large-scale matching grant and capacity building operations on the supported value chains, are developed to function even in an economy, in which many sub-sectors and services do not function properly. The assumption at the same time is that with SACP support, farmers and enterprises are better positioned to tap into the economic opportunities when the country's macroeconomic performance improves, and investor confidence increases.</p>		
<b>Fragility and security</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<p>Risk(s):</p> <p>Against the backdrop of political instability, a weak economy as well as arrears with key development partners (including World Bank and the African Development Bank), Zimbabwe has also in recent decades, experienced various types of shocks, ranging from weather extremes to the recent COVID-19 outbreak.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>Through strong contractual agreements, private sector orientation of key activities and effective and systematic implementation systems, SACP aims to increase its capacity to tolerate moderate shocks in its operational environment. Further, the well-resourced components and activities provide independence and increase tolerance to unexpected changes in the implementation environment.</p>		
<b>Sector Strategies and Policies</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Policy alignment</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s):</p> <p>Although Zimbabwe has several policies in place to support rural development [e.g. National Food and Nutrition Security Policy (2012), National Youth Policy (2015), National Gender Policy (2017) and Zimbabwe Climate Policy (2016)], agricultural policy has been inconsistent and has not adequately supported sustained rural growth.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>Since 2018, the Government of Zimbabwe's (GoZ) strategy has focused more on efforts to commercialise smallholder agriculture. This includes: (i) organising smallholders into groups and associations and eventually converting them into small and medium enterprises (SMEs); (ii) connecting farmers and their groups into profitable value chains (VCs) and markets; (iii) facilitating contract farming along profitable VCs; (iv) developing smallholders' capacity in marketing and business skills; (v) revitalising infrastructure, including marketing and agro-processing hubs; (vi) promotion of climate smart agriculture; and (vii) strengthening of income pathways for improved food security and nutrition.</p>		
<b>Policy development &amp; implementation</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p>Risk(s):</p> <p>As indicated above, there is improvement regarding the formulation and implementation of key rural development policies. However, limited</p>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
national budget resources and capacity to effectively support the implementation of new agricultural policies remains a risk.		
<p>Mitigations:</p> <p>SACP will support Government efforts to create a conducive policy environment for private sector-led smallholder agriculture transformation in Zimbabwe. In 2020, GOZ launched several strategies and plans: Agriculture and Food Systems Transformation Strategy, Livestock Growth Plan, Horticulture Recovery and Growth Plan and the Accelerated Irrigation Rehabilitation and Development Plan. Specifically, SACP will contribute to operationalise relevant strategies/plans, through enhancing a community feedback loop to GoZ.</p> <p>SACP will also draw lessons from SIRP's success in stakeholder consultations regarding smallholder irrigation development models, now at Attorney General approval stage. Specifically, SACP will engage specialists to develop relevant knowledge products. Through stakeholder dialogue, SACP will enhance the development of action-oriented plans in support of diversification and commercialisation of smallholder agriculture, including contact farming, horticultural action plans and studies to identify new profitable smallholder value chains.</p>		
<b>Environment and Climate Context</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Project vulnerability to environmental conditions</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s):</p> <p>The main environmental risks for the SACP include land degradation, which is already adversely impacting agricultural productivity and site-specific loss of soils and vegetation during the infrastructure development activities. SACP activities may also result in increased abstraction of ground and surface water resources for agriculture productivity and domestic use.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>The capacity building targeted at the smallholders will include climate smart agriculture techniques that also ensure environmental sustainability such as integrated soil fertility management and diversified cropping systems. Environmental Management Plans (EMPs) will be developed for the infrastructure sites articulating mitigation measures. In addition, water use efficiency will be promoted in the irrigation schemes.</p>		
<b>Project vulnerability to climate change impacts</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<p>Risk(s):</p> <p>The climate change risks for the SACP include increasing rainfall variability, incidence of droughts, prolonged dry spells, and intermittent floods. Droughts have occurred in the recent past due to the El-Nino phenomenon leading to crop losses and negatively impacting agricultural dependent livelihoods. Water stress will also increase as a result of climate change as well as incidence of pests and diseases.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>Climate change adaptation measures will be promoted through the climate smart agriculture investments. Capacity building of the smallholders will also include measures such as integrated pest management and conservation agriculture techniques. The infrastructure developed under SACP will be climate resilient to improve water use efficiency and harvest rainwater for productive use.</p>		
<b>Project Scope</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
<b>Project relevance</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s):		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
This risk is very limited in the case of SACP, due to appropriate policy alignment and active participation of the national Government counterparts in the project design.		
Mitigations: As indicated above and discussed in detail in the PDR, SACP is fully aligned with Government's key rural development policies, IFAD's new COSOP and IFAD's core corporate priorities.		
<b>Technical soundness</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Risk(s): Relatively poor overall performance of agriculture sector interventions creates a risk that this could happen also with SACP. There is also very little recent experience and information on the overall management of rural development projects, with external funding. SACP is the first IFAD funded loan operation for Zimbabwe since 1990s.		
Mitigations: SACP integrates capacity building of government staff to manage development projects. At the same time, the project creates linkages with the private sector, which is also in line with GoZ policy objective, to enhance market access for smallholder agricultural produce. Matching grants, based on a competitive process, are expected to encourage companies and farmers to commit themselves in the operations of the supported value chains and improve chances of implementation success.		
<b>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Implementation arrangements</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Risk(s):  After 20 years with very few international projects, many Zimbabwean institutions lack experience on how to implement development partner-supported projects and have limited adequate, staff and resources to implement them.  The management mechanism for matching grants in particular require a comprehensive and clear framework to ensure effective implementation, viability of promoted value chains, and to avoid elite capture.		
Mitigations:  The Lead Agency, MLAWRR, is the implementing agency for the IFAD-supported SIRP. With a Joint Management Unit, SIRP and SACP will work closely together This Joint Management Unit will make it easier for IFAD to focus its support, introduce new tools and facilitate training and capacity building.  Measures to reduce elite capture in the matching grant operations include: (i) Increased volume of independent BDS support (NGO or private sector service provider) to include follow up visits and investment monitoring for each grant implementer; (ii) utilization of formal financial institutions for all matching grant financial transactions, through established bank accounts, and supervision of these as part of project audits, (iii) systematic training provided to the evaluation panels and key project-related GOZ staff on integrity, eligibility and conflict of interest, and corruption and bribery related topics; (iv) ensure beneficiary access to project information through public dissemination events for project start-up and periodic batches of successful matching grant proposals; (v) piloting a digital business plan database for matching grant projects; (vi) selection of the evaluation panels to be subject to IFAD's NO and rotation of some of the evaluation panel members, and (vii) prior elite capture risk assessment for key value chains supported by the APG matching grants.		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<b>M&amp;E arrangements</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s): The key risk that the project executing agency's M&amp;E processes and systems are weak or inefficient, resulting in a limited ability to monitor, validate, analyse, and communicate results, capture lessons, and adjust implementation to seize opportunities and take corrective actions in a timely manner.</p>		
<p>Mitigations: SACP has a full time M&amp;E, KM, and data assistant specialists. A robust M&amp;E system that is linked to the MIS will be designed. Baseline studies to benchmark progress will be carried out in Year 1. Field extension staff will be furnished with electronic tablets that are linked to MIS. Participatory monitoring will be used to capture qualitative and quantitative data, capture lessons and adjust implementation. Reports will be evidence-based, gender and sex disaggregated data and will be submitted timely. Field verification monitoring visits will be carried out regularly.</p>		
<b>Procurement</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Legal and regulatory framework</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s): The Legal and regulatory framework score is 1.80 points and categorized, henceforth, as substantial. The new Statutory Instrument 5 of 2018 "Public Procurement and Disposal of Public Assets" provides a relatively acceptable coverage of the various rules and procedures to be followed by the public purchaser across the procurement cycle. Nonetheless, a number of deficiencies are highlighted particularly in terms of transparency and public access to information indicator which poses a particular issue. Further, the country regulations do not detail matters related to consulting and non-consulting processes (including the recruitment of individual consultants).</p>		
<p>Mitigations: Standard Bidding Documents for low purchases falling under shopping to be developed for the project, subject to IFAD review and approval. Project will establish and maintain a database of records through the IFAD client portal contract monitoring tool. The GPN is required to be published through the newspapers and online means prior to launching the procurement processes. The SACP annual procurement plan is required to be published on PRAZ, MLLR webpage, the Gazette, and newspapers with large audience. All contract awards must be published, and respective bidders acknowledged accordingly of the process output. IFAD procedures will prevail for the consulting and non-consulting processes with appropriate procurement training and ad hoc support to be provided.</p>		
<b>Accountability and transparency</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s): By reference to PEFA framework, procurement complaint management remains largely unsatisfactory. Zimbabwe Corruption Perception Index score is 24 (2019) and ranks the country at the 158 position out of 198. The corruption risk indicator is therefore high. The complaint management system is based on 1-tier level only. The SI 5-2010 does not, among others, provide clear information on the constitution of the complaint committee and the handling of the challenge procedure. The Statutory Instrument covers the code of conduct for procurement officers as well as ethical responsibilities of bidders and contractors. However, these two subjects lack institutional guidance and comprehensiveness. In addition,</p>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
there are no provisions for SH/SEA in accordance with requirements emanating from IFAD's policies.		
Mitigations: IFAD will be notified in the event of complaints and follow up the process and decisions issued by PRAZ. Project to strictly adhere to IFAD's "Revised Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations". Training and awareness sessions will be conducted.		
<b>Capability in public procurement</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s):  The capability in public procurement score is 2,40 points and categorized, henceforth, as medium. SACP includes within its organizational structure a procurement unit both at the headquarter (Harare) and at the Provinces with different threshold levels. The country benefited from limited international support during the past five years, therefore public procurement officers have limited knowledge and experience in donor-funded procurement environment, in particular at the Provinces. The rules and regulations guiding procurement are publicly available online through the Procurement Regulatory Authority of Zimbabwe website. Within the beneficiary's organizational structure, the financial and procurement functions are, on the other side, fully separated.		
Mitigations: Appointed project procurement staff (at the NPMU and Provincial levels) will be trained on IFAD's procurement rules and procedures and the quality of the tendering process to be monitored subsequently. IFAD Standard Bidding documents will be used.		
<b>Public procurement processes</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): Government procurement planning is not undertaken thoroughly and suffers from the prevailing economic crisis rendering the market highly volatile. The lack of resources adversely impacts the day-to-day management of the government budget. The procurement methods as well as the bidding procedures are, globally, in line with the common international and IFAD's practices. On the other side, contract awarding lacks transparency while contract management requires support through providing relevant trainings to the government staff and preparing adequate guidance.		
Mitigations: All project procurement plans must be prepared in advance and be consisted with the annual work plan. Any revision is subject to IFAD's explicit No Objection. Respective procurement officers at the NPMU and Provincial level to be involved in the annual work planning process and assess the feasibility of the activities within each year as well as the consistency and timeliness of the activities. IFAD procurement plan to be adopted. Minimum publication days under competitive bidding processes must be not less than 30 calendar days (inclusive of the advertisement and closure day). Project to follow similar procedures as SIRP for all matters related to contract management and administration.		
<b>Financial Management</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Organization and staffing</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Risk(s): Inadequate staff capabilities, skills and experience in project accounting, donor funds management and on IFAD procedures.		
Mitigations:		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
At project onset the creation of Joint Project implementation unit will avail staff from SIRP to help new recruited staff quickly on board SACP shall recruit a suitably qualified, competitively selected persons to initially lead the finance unit, set up SACP financial systems. Training in IFAD funding guidelines to be done during start up work but will be a continuous process throughout the project life.		
<b>Budgeting</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s):  Low budgeting capacity in the Lead Agency and low motivation of district field staff to prioritise implementation of SACP activities leading to low AWPB execution rates resulting in overall slow implementation progress. AWPB not approved at the commencement of the fiscal year Over expenditure/ under expenditure on project activities not tracked		
Mitigations:  Ensure the accounting package will include a budgeting module that must be put into use at the onset of the project SACP implementation shall incorporate results-based award scheme for seconded GoZ field extension staff to motivate excellent project delivery. Clear budget guidelines and procedures to be detailed in the PIM to assist the preparation of budgets. Further, the SACP officers and field staff will provided with transportation and communication means and appropriate skill to be able to carry out the required AWPB-related tasks. Technical guidance from IFAD during the budgeting process.		
<b>Funds flow/disbursement arrangements</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
Risk(s):  Delayed payments to Suppliers are also affected affecting the timely supplies for the project and beneficiaries for in terms of goods and services. Non-availability of forex for SACP operations due to the regulatory framework in the country that affects the availability of funds to the project for foreign exchange invoiced expenditure. Delays in collating expenditures by implementing partners leading to delays in processing replenishments		
Mitigations:  SACP shall maintain a USD designed account at a commercial bank to facilitate timely settlement of forex invoices. SACP will to a great extent use the IFAD direct payment method for payments above USD 100,000. The project will adhere to the liquidity mitigation measures incorporated within IFAD disbursement guidelines relating to submission timelines and thresholds for withdrawal applications.		
<b>Internal controls</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Risk(s):  Lack of adequate delegation of authority within the Finance unit due to limited staff numbers. Failure to justify programme expenditures in implementing districts and		



<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
provinces, leading to delayed replenishment of the designated account and potential ineligible expenditures.		
<p>Mitigations:</p> <p>The FM manual will detail controls and procedures to be followed in using programme funds.</p> <p>SACP accounting and disbursements operations will be centralised at the NPMU.</p> <p>Engagement of the internal audit unit within the ministry to carry out annual review of the systems.</p> <p>The NPMU will perform quarterly reimbursements to implementing agencies to ensure timely replenishment before replenishment to their accounts.</p>		
<b>Accounting and financial reporting</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p>Risk(s):</p> <p>Inadequate record keeping of accounting records.</p> <p>Failure to properly track use of grant proceeds to disbursed to grantees.</p> <p>Failure to produce IFAD –specific reports.</p> <p>Community level beneficiaries not having sufficient financial management capabilities per GOM and IFAD requirements.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>Centralised accounting of SACP at the NPMU.</p> <p>PIM to detail reporting and monitoring requirements and rules including on grant disbursements.</p> <p>Off-the shelf accounting software to be configured generate automated, consolidated financial reports and smart SOEs</p> <p>Capacity building by PMU of all implementing partners including beneficiaries on SACP financial management.</p>		
<b>External audit</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p>Risk(s):</p> <p>The key risk is the potential delay in performance of independent and competent oversight of the SACP financial statements leading to possible misrepresentation of the financial results and/or suspension due to compliance breaches.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>External audits for the project will be performed by independent private firms during the initial years of implementation in line with guidelines spelt out in the IFAD Handbook on Financial Report and Auditing for IFAD funded projects. IFAD will continuously perform reviews together with the Office of the Auditor General of Zimbabwe to assess its readiness in staffing capacities to conduct SACP audits for IFAD funded projects. SACP NPMU will proactively engage this external auditors during the financial year to plan for timely execution of year–end audits.</p>		
<b>Environment, Social and Climate Impact</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Biodiversity conservation</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p>Risk(s):</p> <p>Clearing of land for agricultural expansion may occur in some of the targeted areas of the SACP. Land clearing has already resulted in loss of habitat and biodiversity. Smallholders may also reduce the diversity of their farms as they become integrated in specific value chains thus adversely impacting agro-biodiversity.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>The business plans and grant proposals will be screened for adverse environmental impacts including potential to result in loss of biodiversity.</p>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
In addition, capacity building for the smallholders will include biodiversity conservation within the agricultural production landscape. SACP will promote nutrition sensitive value chains and crop diversification as part of the CSA.		
<b>Resource efficiency and pollution prevention</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> Land and water resources may be polluted through increased use of agro-chemicals as smallholders invest in improved agricultural productivity and become integrated into value chains. Discharge from the drainage in the irrigation schemes may also result in pollution.		
<b>Mitigations:</b> The pollution will be point source that can be managed by the farmers once equipped with the knowledge and skills to do so. The screening criteria for business plans includes environmental criteria that will minimize impacts of pollution. CSA capacity building will include safe handling and use of agro-chemicals. Design of irrigation systems will also ensure adequate drainage systems design and periodic water testing at the discharge points.		
<b>Cultural heritage</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> The potential risk is that SACP may cause significant cultural or physical resource degradation, including threats to or the loss of resources of historical, religious or cultural significance. There is also the risk that women may be prevented from participating due to patriarchal norms and that the men could take over lucrative enterprises from the women beneficiaries.		
<b>Mitigations:</b> There is a very low risk that SACP will be implemented in areas of cultural heritage sites. SACP will put in place a grievance redress mechanism and indigenous people will be engaged through FPIC process to ensure consent to all interventions. GALS methodology, to empower women and men, will be adopted. Training on GALS will increase the visibility of women's roles and raise awareness of gender justice for men, women and youth for increased wellbeing. Using WEAI survey, SACP will measure empowerment in terms of income generation and sharing of labour roles, improved knowledge and leadership skills, equitable household decision making and access to productive resources. GALS mentors will monitor the use of assets and economic activities. The WEAI survey will benchmark the percentage of individuals demonstrating improvement in empowerment. SACP targets mostly group activities in order as mitigation to male elite capture.		
<b>Indigenous Peoples</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> The potential risk that SACP may cause physical, social, or economic impacts on indigenous peoples, or in threats to or the loss of resources of historical or cultural significance to them.		
<b>Mitigations:</b> SACP community mobilisers will be well versed with the communities to ensure that the project targets group are reached and that there are no threats to or loss of resources for indigenous people. A grievance mechanism and strong feedback mechanisms will be put in place for reporting on targeting. Indigenous people will be engaged in a consultative and participatory process through FPIC.		
<b>Community health and safety</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<p><b>Risk(s):</b> The potential community health and safety risks could arise from exposure to agro-chemicals, zoonotic diseases, COVID-19, pollution from project interventions and from gender-based violence.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> The Environmental and Social management Plans for each sites will include measures to minimise the risks. Capacity building for smallholders will also include safe use and handling of agro-chemicals. SACP will develop road infrastructure to improve transport safety. Communities will access training on gender-based violence, reproductive health rights, child feeding and nutrition education as part of other mainstream topics such BDS, financial literacy etc. Labour saving technologies will improve the health and will being of women. For COVID-19, SACP's efforts will be towards increased awareness on social distancing, wearing masks, washing hands and increasing the use of digital platforms.</p>		
<b>Labour and working conditions</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b> The potential risk is that SACP may cause an increase in gender-based violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work specifically in relation to the project, including third parties and primary suppliers.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> SACP will promote viable enterprises that generate enough income for decent labour practices. The project will raise awareness against gender-based violence, and unsafe working conditions. Required clauses will be included in contacts with APGs, microenterprises and lead value chain enterprises. SACP will also engage targeted households on the benefits of equitable sharing of labour through GALs. The contracts for infrastructure development will also include clauses to ensure decent working conditions.</p>		
<b>Physical and economic resettlement</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b> The potential risk is that the SACP may cause physical, social, cultural or economic impacts, especially for marginalized groups, from involuntary loss of land, assets, access to assets, income sources, or means of livelihoods. Some of these risks may result from infrastructure development activities.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> SACP will raise awareness of the Lead Value Chain Companies to be ethical and engage producers in a transparent manner, as a condition in the SACP grant agreement. Infrastructure development proposals will be screened to ensure no physical or economic resettlement will result from these activities.</p>		
<b>Greenhouse gas emissions</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b> The green-house gas emissions from the SACP activities are minimal. Land clearing may result in increased emissions as a result of land use change.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> Screening of investments will ensure no forests are cleared for agricultural production and agricultural intensification as opposed to expansion is promoted. CSA includes benefits of mitigation through measures such as improved soil carbon storage resulting from integrated soil fertility management and agroforestry.</p>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<b>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
Risk(s): Most of the SACP target beneficiaries depend on rain-fed agriculture for their livelihoods. This dependency increases their vulnerability to variable climate. Some of the SACP locations are also water stressed, which increases the vulnerability of the ecosystems.		
Mitigations: CSA investments will reduce the vulnerability to climate variability and change. The capacity building will also increase the knowledge base of the smallholders to manage the climate change related risks. Irrigation and water supply schemes will contribute to addressing water stress and incidents of drought and prolonged dry spells.		
<b>Stakeholders</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Stakeholder engagement/coordination</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Risk(s): There is a potential risk that relevant stakeholders are not adequately consulted and that may undermine project implementation and achievement of project development objectives.		
Mitigations: SACP utilizes participatory, consultative engagement with the stakeholders and demand driven approach to develop activities in partnership with stakeholders. Full-time Targeting and Social Inclusion Experts are stationed at both the provincial and national level to ensure the project engages appropriately with men, women and youth in project interventions.		
<b>Stakeholder grievances</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
Risk(s): The potential risk is that SACP has ineffective grievance/complaint redress processes, leading to unaddressed stakeholder complaints that may undermine project implementation and the achievement of project development objectives.		
Mitigations: SACP will put in place a strong stakeholder grievance mechanism and a beneficiary feedback mechanism through which beneficiaries can lodge grievances and have concrete measures taken by SACP. This will be backed by community validation mechanisms at each stage in project implementation. SACP will raise awareness on an anti-corruption policy and establish contact telephone numbers for grievances.		